

M. Bulwer, ambassadeur anglais à Madrid, partisan passionné du prince de Cobourg. M. Bulwer, cédant à des instigations dont la source est demeurée secrète (1), obtint de Marie-Christine, à force d'intrigues, une lettre par laquelle cette princesse demandait au duc de Cobourg la main de son cousin pour la reine Isabelle, et lord Palmerston ayant succédé à lord Aberdeen au foreign-office, cette candidature fut ouvertement posée par le cabinet anglais. Toutes les instances contraires de la diplomatie française ne purent faire fléchir sa détermination. En même temps, lord Palmerston fit assurer, dit-on, du concours de son gouvernement, le parti *progressiste* espagnol (2), parti de tout temps antipathique à l'influence française. Cette conduite, directement contraire à la politique de Marie-Christine, modifia complètement ses premières résolutions, et la prétendance du prince de Cobourg fut écartée sans retour par elle et par la jeune reine. Louis-Philippe, de son côté, se regarda comme dégagé de la double condition que lord Aberdeen avait attachée au mariage de l'infante avec le duc de Montpensier. Il estima que la France n'était nullement condamnée par le traité d'Utrecht à frustrer un prince français d'un établissement avantageux à sa dynastie, et fit agir auprès de Marie-Christine dans le sens d'une conclusion prochaine. Le candidat personnellement préféré par Isabelle (3), le comte de Trapani, fut sacrifié aux répulsions de l'Angleterre, et le duc de Cadix, auquel on

(1) Dans une lettre écrite à M. Guizot, le 14 septembre 1846, lord Aberdeen nie en termes formels avoir encouragé M. Bulwer à cette démarche dont il avait pris soin d'avertir au contraire le gouvernement français.

(2) Lettre du roi des Français au roi des Belges, 25 juillet 1846.

(3) *Quiero Trapani, je veux Trapani*, répétait-elle sans cesse à ses ministres (Lettre de Louis-Philippe à la reine des Belges, 14 septembre 1846).